

Communiqué de presse de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Médecins du Monde (MDM), C.L.A.S.S.E.S (Collectif lyonnais pour l'accès à la scolarisation et le soutien aux enfants des squatts), RESF (Réseau éducation sans frontières).

Occupation d'un centre social

Lyon, le 11 novembre 2011

Une quarantaine de personnes occupe pacifiquement depuis jeudi matin 10 novembre le centre social de Parilly à Vénissieux. Ce sont des familles roms qui ont été expulsées d'un terrain voisin.

Nos associations ont été appelées à l'aide par ces familles. Nous nous sommes retrouvés à gérer la situation d'une quarantaine de personnes, dont 14 enfants (un bébé de trois semaines) dans un local qui n'est pas prévu à cet usage : trop petit (50 m²) avec un seul wc sans lumière, sans matelas, sans couverture, sans nourriture.

En réponse à cette situation, la mairie de Vénissieux n'envisage que des concertations à long terme, nécessaires bien sûr, mais qui restent sans effet. Dans l'immédiat, la mairie n'a pas trouvé de solution auprès du 115 pour héberger ces familles dignement et ne propose rien.

Elle contraint les associations à assumer - seules et sans moyen – la situation au risque qu'elle pourrisse.

Localement, face à une telle urgence, des solutions concrètes et rapides doivent être apportées par les différentes institutions responsables : l'Etat, le Conseil général, le Grand Lyon et la ville de Vénissieux.

Ce n'est pas aux associations de pallier les défaillances de ces institutions.